



**HAL**  
open science

## Radiophiles des villes et des champs

Cécile Méadel

► **To cite this version:**

Cécile Méadel. Radiophiles des villes et des champs. GRISET Pascal. Citadins, Techniques et Espaces urbains, du XVIIIe siècle à nos jours, L'Harmattan, 2000. halshs-00192757

**HAL Id: halshs-00192757**

**<https://shs.hal.science/halshs-00192757>**

Submitted on 29 Nov 2007

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CECILE MEADEL<sup>1</sup>

in *Citadins, techniques et espaces urbains du XVIIIe siècle à nos jours*,  
sous la direction de Pascal Griset, Paris, L'Harmattan, 1998.

# Radiophiles des villes et des champs

## Introduction

Née d'un projet fédérateur de l'espace régional et national, sensible à gommer ce qui était vécu comme une rupture entre le monde des villes et le monde des champs, la radio s'est surtout développée dans le cadre urbain. Elle y a trouvé ses auditeurs, ses professionnels et ses programmes. Elle s'est construite dans les villes et s'est nourrie d'elles. Par une forme de paradoxe qui n'est qu'apparent, la radio est à la fois profondément citadine et indépendante de l'espace urbain. Dès les premières années vingt, elle est vécue comme devant transcender les différences de territoire, unifier l'espace en permettant le loisir collectif et instantané mais en même temps, elle se nourrit avant tout de l'humus culturel et économique de la ville.

La radio des années trente se veut en même temps universelle et ancrée solidement dans le local. La radio des années trente est avant tout une production régionale : jusqu'à la Libération, coexistent en France une douzaine de stations privées et autant de postes publics, or la zone d'écoute de ces stations est à l'échelle de la ville d'abord et ensuite de la région. A l'exception de Radio Paris, aucun poste n'est véritablement audible sur tout le territoire et si les sans-filistes se battent pour obtenir une meilleure couverture du territoire par les émetteurs, ce n'est en aucun cas pour abolir les diversités régionales.

---

<sup>1</sup> Centre de sociologie de l'Innovation, Ecole des Mines de Paris, 62 boulevard Saint Miché, 75006 Paris

Dans cette double vocation, l'universalisme de la radio est sans cesse affirmé - et affiché - par ses concepteurs. Les transferts de technologie entre pays, les échanges de programmes, les partages de ressources (par exemple les ondes) sont extrêmement fréquentes. De même on sait que, du côté des auditeurs, l'écoute de stations étrangères était courante, si ce n'est pour suivre le programme dans sa globalité au moins pour vérifier les qualités techniques du récepteur et les compétences de son utilisateur. Cette vocation universelle s'affirme également dans les propos des contemporains évaluant le rôle de la radiodiffusion sur le corps social<sup>2</sup>. Pendant tout l'entre-deux-guerres, alors que la radiodiffusion commence tout juste à se développer comme loisir, elle est présentée par ses promoteurs comme un instrument qui va permettre d'abolir la distance culturelle et intellectuelle entre le monde rural et le monde urbain. Le "radiophile, perdu dans la solitude de la campagne"<sup>3</sup> trouvera enfin les nourritures spirituelles qui lui manquent et la radio réalisera une forme de fusion entre ville et campagne. De ces conjectures, il est facile de se moquer et, dès 1926, un journaliste, Georges-Armand Masson, ironisait :

"Enfin la T.S.F. enrayera l'exode rural. Chacun sait que ce fléau des temps modernes a pour cause l'attrait du cinéma et du dancing sur les habitants des campagnes [ ] Du coup, la crise du logement sera résolue et ce sera un bienfait de plus à l'actif de la TSF." [Masson, s.d. , p. 115]

De fait, les hommes de radio lui assignent bien alors un rôle dans l'organisation du territoire et la répartition des populations. Ainsi, le Congrès national de la radiodiffusion de 1929<sup>4</sup>, mais c'est un exemple parmi cent, comprend une commission de l'agriculture qui résume ainsi les objectifs de "ce merveilleux instrument d'enseignement et de distraction" envers les populations agricoles: 1/faciliter leurs relations avec l'ensemble de l'activité du pays, 2/leur donner connaissance des marchés et des cours, et 3/"mettre fin à l'isolement traditionnel de ces populations"<sup>5</sup>. En même temps, ces hommes de radio se demandent s'ils

---

<sup>2</sup> Par exemple, Société des Nations, "Le rôle social de la radiodiffusion", *Cahiers de l'institut international de coopération intellectuelle*, 1932. ou SCHUBIGER, Claude, *Le rôle social de la radiodiffusion* Thèse, Lausanne, 1940, 139 p. Côté fiction, voir par exemple la nouvelle de Jeanne Saint-Hugues, "Paysans" (*Le petit Radio*, 3 septembre 1932)

<sup>3</sup> in *Une année d'activité de la station radiotéléphonique Toulouse-Pyrénées*, Toulouse, imprimerie du sud-ouest, 1932

<sup>4</sup>Le congrès national de la radiodiffusion, Publications du comité d'action économique et douanière (émanation de la Chambre de Commerce), 1929, 29 p.

<sup>5</sup>Le congrès émet le vœu qu'une attention toute particulière soit portée, en particulier par les Chambres d'agriculture, au rôle que "la radio peut jouer dans la lutte contre l'exode rural". Ibid. Le cas n'avait rien de spécifique à la France. Franco Monteleone

ne jouent pas avec la boîte de Pandore et l'on trouve au cours des années trente de nombreux écrits où ils s'interrogent sur les effets pervers de la radiodiffusion sur la vie des campagnes.

“[La radio] sort le paysan de l'isolement... elle fait aimer le foyer qui n'est plus ennuyeux. Elle peut faire l'éducation des campagnes. Mais la radio peut aussi introduire dans les campagnes un élément de frivolité qui n'y existait guère. Si de Paris et des grands centres viennent aux champs des causeries instructives et des distractions, la même voie apporte également telles basses chansons de café-concert, tel spectacle frelaté que l'on ignorait depuis toujours au village.”<sup>6</sup>

## Des auditeurs dans les villes

En fait, lorsque l'on cherche à mesurer la diffusion de la radio dans l'espace national, on se rend compte qu'elle ne s'est pas faite de manière homogène. La TSF se propage en France selon des modalités spécifiques qui la distinguent quelque peu des autres pays d'Europe.

### UN RETARD FRANÇAIS?

En matière de “machines à communiquer”, qu'il s'agisse du téléphone, de la radio ou de la télévision, on a beaucoup insisté sur le retard de la France, plus lente à s'équiper que les pays du Nord de l'Europe ou que l'Amérique du Nord<sup>7</sup>. Ainsi, aux Etats-Unis, il y a, en 1930, 12 millions de postes de radio et en 1933, près de 17 millions, soit pour cette dernière année 56% de foyers pourvus<sup>8</sup>. Si on adopte le chiffre de 3 à 4 personnes par foyer, les Etats-Unis comptent donc virtuellement 60 millions d'auditeurs<sup>9</sup>. Cette même année en France, on estime que moins de dix pour cent des foyers sont équipés. Ce retard relatif va par ailleurs se combler tout au long des années trente. Avec un nombre d'habitants à

---

[1992] montre par exemple comment Mussolini, convaincu qu'il fallait inverser la tendance au développement industriel et urbain, générateur de crises bouleversant la structure sociale italienne, créa l'Ente radio rurale afin de “contribuer à l'élévation morale et culturelle des populations rurales”.

<sup>6</sup> “Une enquête de Choisir sur la Radio à la campagne”, *Choisir*, 29 novembre 1936.

<sup>7</sup> [Bertho, C., 1981. Attali, J. et Stourzè, Y., 1977]

<sup>8</sup> *Electric Review*, 21 avril 1933

<sup>9</sup> La population est alors de 125 millions d'habitants. A titre de comparaison, il y a aux Etats-Unis en 1936, 21 455 000 récepteurs chez des particuliers, 21 430 000 automobiles à des fins non commerciales, 20 890 000 foyers pourvus d'une installation électrique. *BDIS*, 1-36

peine supérieur à celui de la France, la Grande-Bretagne compte sept fois plus de foyers équipés en radiodiffusion en 1930 [Pegg, M., 1983], mais, à la veille de la guerre, la différence n'est plus que de quarante pour cent.

Ce développement relativement lent de l'équipement des ménages en postes récepteurs est imputé, selon les auteurs, à différents facteurs, blocages de la société française, résistance des notables, conservatisme d'un pays encore trop rural, et l'on pourrait lui donner encore d'autres significations. Le sans-filiste français a développé un intérêt pour les techniques, pour l'émission et pas seulement pour la réception ; cet intérêt "techniciste", présent à l'origine dans tous les pays chez les premiers amateurs a perduré pendant de longues années, plus longtemps en tous cas qu'en Angleterre ou qu'aux Etats-Unis<sup>10</sup>. L'usage aujourd'hui dominant de machine à programmes, machine à écouter n'a pas effacé complètement la trace d'autres usages, ceux de machine à jouer et à entendre. En matière de techniques, comme en matière de programmes ou de gestion des stations, la TSF est longtemps resté affaire d'amateurs bénévoles où la logique de marché ne jouait pas un rôle central et où la puissance publique -l'autorité de tutelle étant en l'occurrence jusqu'en 1939 le ministère des PTT- est restée longtemps cantonnée aux strictes questions de signal émis.

Pourtant, pour être plus lente que dans certains pays du nord de l'Europe, la croissance du taux d'équipement des ménages français<sup>11</sup> n'en est pas moins constante. Il est sans doute peu d'objets culturels qui aient connu une diffusion aussi rapide que la radio. En dix ans, de la fin des années vingt à la fin des années trente, le nombre de récepteurs en France passe de cinq cent mille à cinq millions<sup>12</sup>. Le ministère des P.T.T. estime qu'il y a 3,75 auditeurs par poste récepteur<sup>13</sup>. Sur cette base<sup>14</sup>, plus de 10% de la population a la possibilité d'écouter la radio après 1932 et plus de

---

<sup>10</sup> Voir [Douglas, Susan J., 1993 et 1987] sur le développement des "Radio-hams", ces premiers amateurs avides d'échanges bi-directionnels, de poste à poste, qui furent au bout de quelques courtes années enfermés dans le ghetto des ondes courtes.

<sup>11</sup> On connaît la répartition des postes déclarés par département grâce aux relevés de la taxe radiophonique.

<sup>12</sup> L'augmentation du nombre de postes est de 36% entre 1930 et 1937 et de 30% de 1930 à 1939 (il y a une baisse sensible de la courbe de croissance en 1938 et 1939: 10 et 13% respectivement d'augmentation).

<sup>13</sup> *BDIS*, 8-9 1933, p.75. L'U.I.R. utilise le même coefficient multiplicateur. Il a été calculé en 1933 (sans précision sur la manière d'y parvenir). Il y a alors dans le monde 1150 stations émettrices, 40 millions de récepteurs et 150 millions d'auditeurs.

<sup>14</sup> La France compte 41 834 923 habitants en 1931 et 41 907 056 habitants en 1936 (soit une augmentation de 2 ‰). [Ministère des finances, 1938]

45% des Français ont accès à un poste de radio à la veille de la guerre<sup>15</sup>. Si on y ajoute les contrevenants dont on estime qu'ils représentent 15 à 20% des foyers équipés, c'est plus de 56% des Français qui disposent d'un poste récepteur dans leur foyer à la fin des années trente. La diffusion de la radio s'est donc faite avec une rapidité indéniable.

Mais ces données ne nous donnent qu'une image grossière et partiellement déformée des pratiques radiophoniques. Un élément en particulier est laissé de côté par les statistiques générales. Pourtant il laisse entrevoir une pratique différente et massive: l'audition de la radio ne relevait pas seulement de la sphère privée. Certes, les salles à audition payante ne réussirent jamais à s'imposer. Il n'y en eut jamais plus de deux cents et leur nombre tend à diminuer à partir de 1936. En revanche, le phénomène des salles d'audition gratuites semble plus intéressant. Le plus souvent, il s'agissait de cafés où un poste récepteur était mis à la disposition des consommateurs. Le nombre de ces récepteurs s'accrut assez fortement entre 1933 et 1935.

Si les propriétaires de ces récepteurs s'astreignaient à payer une taxe double de la taxe pour usage privé, c'est sans doute que la radio était non seulement utilisée par les clients de leur établissement mais aussi qu'elle attirait une clientèle certaine. Il est difficile de faire des statistiques sur le nombre de personnes qui écoutaient la radio dans ces établissements. Cependant, on peut produire une estimation par extrapolation: si une vingtaine de personnes écoutait chaque jour la radio dans un lieu public, cela signifie que près d'un million d'auditeurs supplémentaires avait accès à la T.S.F., ce que représente près du tiers des auditeurs domestiques. Certes certains de ceux qui écoutent un instant dans un lieu public devaient avoir la radio à leur domicile. Signalons donc simplement à la fois l'importance quantitative du phénomène et les répercussions qu'il devait avoir sur les formes et les pratiques d'écoute. Les écoutes collectives organisées en particulier par le Parti communiste, et au moment du Front Populaire par le gouvernement, si elles eurent un succès plus faible, témoignent qu'il existait bien alors une pratique collective d'écoute de la radio.

Les écoutes collectives n'avaient pas uniquement lieu dans les cafés. Les partis politiques et les syndicats, les associations, les écoles, parfois les municipalités organisaient également des moments d'écoute. Sans doute, ces manifestations restèrent-elles relativement limitées. On sait en particulier que les tentatives d'écoute collective comme les Radios-

---

<sup>15</sup> La permanence du coefficient multiplicateur pendant ces dix années n'est en rien assurée, aussi l'histogramme suivant est-il donné à titre indicatif.

Phonos-Unions-Ouvrières organisées par le Parti communiste se bornèrent le plus souvent à l'écoute de quelques disques révolutionnaires, faute de récepteurs puissants et d'intérêt suivi pour la radiophonie.

Entre les fraudeurs de la taxe qui s'abstenaient de se déclarer et les personnes qui écoutaient la radio dans les lieux publics, on peut supposer que le nombre de récepteurs déclarés sous-estimait de 25 à 30% le nombre d'auditeurs ce qui donne plus de douze millions d'auditeurs potentiels en 1936 et près de vingt millions en 1939<sup>16</sup>.

## La France radiophonique

La géographie joue un rôle non négligeable dans la diffusion de la radio et les diversités régionales restent très fortes. Les statistiques dont nous disposons sont relativement grossières puisqu'il s'agit des données de la redevance établies -ou du moins publiées- à l'échelon départemental. La carte de la répartition géographique des postes récepteurs montre que la propagation des récepteurs se fait de manière très variable. En 1933, par exemple, dans certains départements, il y a plus de cent soixante auditeurs par poste alors que dans d'autres, il n'y a que quinze personnes par récepteur (c'est à dire, selon les calculs de l'UIR, un poste pour un peu moins de quatre foyers). Quelques critères permettent de rendre compte de cette grande diversité.

Le nombre de postes à galène demeurerait, lui, remarquablement stable pendant toutes les années trente. Mais il est vrai que les postes à galène échappaient beaucoup plus facilement au paiement de la taxe que les autres récepteurs; les amateurs les fabriquaient entièrement à partir de pièces éparses, souvent de bric et de broc. Ils se sentaient peu enclins à payer la taxe sur des appareils fragiles dont les résultats pas plus que la pérennité n'étaient assurés<sup>17</sup>; en outre, ces sans-filistes échappaient le plus souvent aux dispositifs progressivement mis en place pour empêcher les fraudes.

---

<sup>16</sup> en comptant trois personnes par foyer comme le faisait alors l'administration des PTT. Les enquêtes sur l'opinion publique pendant la guerre montrent que ces évaluations sont réalistes et peut-être même un peu faibles. Ainsi, une enquête par questionnaire attribue-t-elle à plus de 87% des individus l'accès à un récepteur. [Crémieux-Brilhac, J.-L. et Bensimon, G., 1976]

<sup>17</sup> Comme nous l'ont raconté des témoins, lors d'une table ronde sur la radio avant la guerre, Fnac Lille, 1987. Des historiens étrangers parlent d'une même sous-évaluation des postes à galène Voir par exemple [Ortoleva, P., 1989].

Les départements ruraux sont bien moins équipés en postes récepteurs que les zones urbaines. Toujours en 1933, les dix-sept départements qui sont suréquipés par rapport à la moyenne nationale rassemblent près de 40% de l'ensemble de la population française.

“Simple supplément pour l'homme des villes à ce qu'il possède déjà, la radio est pour le rural quelque chose d'essentiel. En général si les fermes en sont souvent pourvues, il y a en proportion moins de postes dans les villages que dans les bourgs. Ce sont les citadins des champs qui ont un poste (l'instituteur, le receveur, les cafés, l'épicier, les employés de bureau). Mais il y a un poste chez les gros agriculteurs, c'est une question d'argent, de coût du poste, de la taxe, de l'électricité.”<sup>18</sup>

Cette situation n'est par ailleurs pas propre à la France. En Italie, la radio est, en dépit des tentatives du régime fasciste, un média urbain, diffusé surtout dans les grandes villes. Comme en France, le sud du pays est nettement moins radiophile que les régions septentrionales. Aux Etats-Unis, le recensement de 1930 pose déjà la question “avez-vous une radio?”. Dans les villes, la radio est présente dans un foyer sur deux tandis qu'à la campagne, 21% des gens ont un poste<sup>19</sup>.

Les données globales de la redevance par département ne nous donne qu'une image assez rudimentaire de la répartition des récepteurs. Une analyse plus fine doit trouver d'autres mesures. Prenons par exemple dans le Nord-Pas-de-Calais, une zone où sans-filistes sont nombreux et actifs, où les radio-clubs bourgeonnent, où les radio-électriciens se multiplient. Le poste émetteur, Radio Nord-PTT n'a pourtant vu le jour qu'en 1926, cinq ans après le premier poste public de la Tour Eiffel mais les amateurs radiophiles abondent. En 1933, par exemple, la densité de postes récepteurs est deux fois plus élevée dans le département du Nord que dans la moyenne du pays.

Les revendeurs de radio-électricité du Nord-Pas-de-Calais ou plus précisément sur ceux qui sont membres du syndicat professionnel, situé à Lille nous fournissent une idée plus précise de la répartition territoriale des radiophiles. D'après mes recherches, la liste des membres de cette association date de la fin des années trente. Nous ne pouvons pas en faire une mesure absolue du nombre de radio-électriciens exerçant alors,

---

<sup>18</sup> Une enquête de *Choisir*: "la radio à la campagne", 15 novembre 1936.

<sup>19</sup> Sur les 12 millions de postes, 44,4% dans les familles autochtones blanches, 43,6% dans des familles d'origine étrangère blanches, 7,6% dans des familles noires. Il y a alors 29904663 familles dont 40,03% ont un poste. *Electrical Review*, 30 décembre 1932.



puisque tous n'étaient pas membres du syndicat<sup>20</sup>. Mais cela nous donne une assez bonne idée de la répartition des revendeurs, et partant, des sans-filistes. De façon très nette, on constate que ce sont les zones à forte urbanisation qui rassemblent le plus de marchands de postes. Lille et ses alentours ont la plus forte densité de radio-électriciens. La seconde zone, point plus intéressant, n'est pas située autour des autres grandes villes de la région, comme Dunkerque ou Calais mais dans le bassin minier, autour de Lens; la densité de population est forte et des petites villes comme Haillicourt ou Billy-Montigny ont un, voire deux revendeurs de postes récepteurs, alors que l'on n'en signale pas, par exemple à Boulogne. Les zones rurales, le Boulonnais, les plaines du Sud de l'Artois sont, elles, très peu équipées. Ainsi la radio est d'abord présente dans les lieux de forte urbanisation ; les zones rurales l'ignorent, les petites villes campagnardes également.

Les membres du syndicat représentent-ils bien leur profession et en particulier rendent-ils compte de la structure artisanale qui est celle du commerce de radio-électricité ? Jusqu'aux dernières années trente en effet, la production radiophonique reste en France une affaire artisanale; plus de la moitié des postes sont montés à la pièce en fonction de la demande. Les distributeurs agréés de marques industrielles ne représentent que quarante pour cent des membres de l'association professionnelle du Nord; la majorité travaille sans marque attribuée, en revendant des pièces de plusieurs industriels et en construisant presque sur mesure des récepteurs. Cela nous renvoie à toute une pratique de fabrication de postes, "à la maison", avec l'aide d'un commerçant ou de relations en des réseaux informels qui s'auto-alimentent et qui sont sans doute plus denses en milieux urbains.

Au cours des années trente, les très fortes différences d'équipement entre départements s'estompent. En 1936, par exemple, à six départements près, les écarts à la moyenne sont inclus dans une fourchette assez étroite (inférieur au double de la moyenne nationale qui est de 14 habitants par poste) alors que, trois ans plus tôt, de très nombreux départements avaient des taux d'équipement inférieurs au triple de la moyenne nationale (qui était alors de 32 personnes par récepteur). L'ensemble du territoire gagne en homogénéité mais les

---

<sup>20</sup> La plupart des radio-électriciens devaient pourtant appartenir au syndicat, comme nous l'a montré une comparaison avec les exposants de TSF de Lille (indiqués dans l'organe *Radio-Standard*, voir par exemple le n°14, septembre 1931). Nous manquent sans doute les moins importants des radio-électriciens car l'adhésion au syndicat semble systématique à partir d'une certaine surface commerciale, attestée par exemple par les publicités dans l'organe local du poste émetteur.

spécificités régionales que nous avons observées demeurent. Simplement, la coupure est moins nette entre départements "radiophobes" et "radiophiles".

## Du confort d'écoute

Outre la ruralité, l'existence d'un poste émetteur joue comme critère déterminant de la diffusion des récepteurs<sup>21</sup>. Les stations de radio sont en effet réparties de manière inégale dans le pays: une seule station en onde longue, Radio Paris, couvre le territoire de manière à peu près complète, le Poste Colonial, en onde courte est destiné à l'outre-mer; six autres stations se partagent l'Ile de France. Restent quinze stations régionales rassemblées au sud autour de trois pôles: Bordeaux-Toulouse, Nice-Montpellier et Lyon. En plus des stations parisiennes, le nord de la France dispose de quatre stations régionales: Rennes, Lille, Strasbourg et Fécamp.

Les stations ne sont donc pas également réparties sur tout le territoire. L'organisation et la mise en place très artisanale de la radiodiffusion française donnent aux auditeurs un confort d'écoute plus que limité. En 1930, comme l'indique une enquête menée sur tout le territoire par le journal *France Radio*, on entend mieux vingt postes étrangers au moins que tous les postes français sauf quatre (deux privés: Radio Paris et Radio Toulouse, et deux publics: la Tour Eiffel et Lyon-la-Doua). Hors des grandes villes, l'écoute des postes français se révèle difficile. En 1940 (c'est à dire après que les mesures d'amélioration du réseau d'émetteurs ont été effectivement mises en œuvre selon les directives du Plan Ferrié de 1933), une enquête du ministère des P.T.T. dans les départements français permet de dresser la carte des "zones d'écoute agréable" tant pour les postes privés que les stations publiques. Elle montre que, même alors, les stations régionales étaient loin de couvrir tout le territoire. En comparant cette carte avec celle de la densité des postes récepteurs, on constate que les départements les plus pauvres en postes de radio sont aussi ceux où la réception des stations régionales est difficile voire impossible.

Cinq principales zones d'ombre demeurent: tout le centre autour de la Creuse, de la Vendée jusqu'à la Lozère; le sud des Alpes; les Pyrénées

---

<sup>21</sup> Au point de vue des émetteurs, la France n'a pas connu non plus le même développement que l'Angleterre qui s'était fixée comme première priorité, en matière de politique radiophonique, la couverture totale de son territoire [Briggs, A., 1985], p. 110-111. Il est hasardeux d'attribuer ce fait à un machiavélisme de l'Etat français. Même la presse d'opposition ne mène guère de campagne jusqu'au milieu des années trente pour que soit multiplié le nombre d'émetteurs.

orientales, les Vosges, et la zone ouest de la Bretagne (en y ajoutant la Manche). Certes, il s'agit là des zones où l'écoute ne peut être qualifiée "d'agréable"; la mesure était construite selon des critères exigeants et cela ne signifie pas que l'écoute de la radio était impossible dans tous ces départements mais seulement que les ondes n'y étaient pas, en particulier pendant la journée, d'une totale constance. Quatre des cinq zones défavorisées de l'éther ont de fait des taux d'équipement très inférieurs aux moyennes nationales. L'Est seul y échappe. Dans l'autre sens, on note quelques exceptions qui confirment en fait une règle générale. Certains départements où l'écoute est pourtant "agréable" sont très sous-équipés. Il s'agit presque exclusivement de la moitié sud de la France. Indépendamment de la présence d'un ou plusieurs émetteurs les taux d'équipement y sont faibles, toujours très en deçà de la moyenne nationale. A l'image de l'Europe, la France méditerranéenne est moins "radiophile" que sa moitié du Nord. Le partage n'est pourtant pas exactement celui que la France connaît pratiquement entre les pratiques culturelles du nord et celles du sud. Plus que la traditionnelle partition entre France méridionale et France septentrionale, le partage se fait, à la fin des années trente, entre l'ouest encore peu ouvert à la radio et l'est plus massivement intéressé. Un département comme la Haute Savoie a par exemple en 1935 une densité de sans-filistes une fois et demi supérieure à celle des Hautes Pyrénées (4,44 récepteurs/100 habitants, contre 2,84<sup>22</sup>). Le cas est, il est vrai, un peu spécifique eu égard à l'électrification précoce de ce département mais celle-ci ne joue qu'un rôle marginal<sup>23</sup>.

Sans expliquer exclusivement les disparités de densité, les zones de diffusion des stations émettrices permettent de comprendre la faible présence des postes de radio dans certains départements. Les émetteurs étaient d'abord construits dans la ville qui abritaient l'association qui faisait vivre la station, ensuite les problèmes d'émissions et de qualité du signal, la volonté d'augmenter la puissance de l'émetteur et la taille de l'antenne, le choix d'un terrain en hauteur chassaient l'émetteur à la périphérie des villes. Mais celui-ci avait d'abord été construit en fonction de sa cité d'origine, la couverture des zones alentours se faisait par

---

<sup>22</sup> Les statistiques dont nous disposons sont relativement grossières puisqu'il s'agit, à partir de 1933 du moins, des données de la redevance établies -ou du moins publiées- à l'échelon départemental. Le pourcentage de postes non déclarés était important, en particulier les postes à galène échappaient pour une large part au paiement de la redevance.

<sup>23</sup> Les postes ne fonctionnent à l'origine qu'avec des piles (et cela reste le cas pour de nombreux petits récepteurs). L'électricité domestique était en outre d'abord consacré à l'éclairage et l'usage des prises n'était pas généralisée. Voir [Beltran, 1986]

extension. L'écoute en ville pâtissait pourtant de problèmes que ne connaissaient pas les zones rurales. Les parasites, d'origine industrielle, mais aussi domestique (ah les vitupérations des sans-filistes contre les aspirateurs...) et urbaines (moyens de transports et particulièrement le tramway, parfois le téléphone, l'ascenseur, les lignes électriques...) causaient de multiples troubles aux sans-filistes et particulièrement aux galénistes, dont l'installation était plus fragile<sup>24</sup>. Ces parasites avaient pour seule vertu de faire l'unanimité des gens de radio qui ne cessaient de réclamer de nouvelles mesures contre les "fauteurs de parasites".

## Le prix de la réception

Si la géographie est un critère dominant dans la densité de l'équipement radiophonique, l'économie joue elle-aussi un rôle sensible. Le prix de la réception radiophonique est important. A la fin des années vingt, le matériel pour un poste à galène de bonne qualité coûte entre cinquante et cent francs, l'appareil complet en état de marche est vendu environ deux cent cinquante francs; quant aux postes à lampe, ils valent, dans leur version luxueuse, entre deux et quatre mille francs<sup>25</sup>.

Dans les années qui suivent, à qualité égale les prix baissent. En 1936, le poste le plus simple -mis à part les postes à galène qui sont l'apanage des amateurs de technique- coûte au minimum deux cents francs; mais, dans de nombreuses zones, ses qualités de sélectivité et de sensibilité risquent fort d'être très insuffisantes. Un poste à plusieurs lampes qui permet de capter plusieurs postes émetteurs avec une audition de bonne qualité, coûte, lui, environ huit cents francs (sans parler des postes-meuble, alors à la mode...). A ce poste, il faut encore ajouter un dispositif anti-parasite pour environ quarante francs et une antenne pour environ quinze francs. L'auditeur radio devra encore remplacer les lampes grillées (au minimum une vingtaine de francs), il achètera éventuellement un journal de programmes car son quotidien ne lui donne pas l'ensemble des émissions et il acquittera la taxe radiophonique que perçoit depuis 1933 le ministère des P.T.T.. L'investissement minimum de base pour un récepteur bas de gamme est de trois cents francs, soit six jours de travail d'un ouvrier parisien et dix journées d'un ouvrier de province [Sauvy, A., 1984]; il faut au moins trois fois plus pour un poste de qualité convenable. L'équilibre

---

<sup>24</sup> Sur l'analyse juridique de ces questions de parasites, voir [Berthier, 1935; Jore, 1935 et Savournin, 1930 ]

<sup>25</sup> Données : Publicités dans les revues radiophoniques; et [Pouzols, B., 1987]; [Brochand, C., 1985], p 229.

des budgets ouvriers étant tendu par la précarité de l'emploi, on comprend que la T.S.F. se soit diffusée plus lentement dans les couches sociales pauvres. *Le Populaire*<sup>26</sup> signale une formule peut-être moins onéreuse, mais sur laquelle on a malheureusement peu de renseignements: des postes à compteur qui fonctionnent pour un temps déterminé avec une pièce de monnaie.

La production artisanale propre à la France s'ajoute à la volonté politique pour expliquer qu'on ne fabriqua pas ces postes populaires bon marché que l'on trouvait dans d'autres pays européens. Quand le gouvernement fasciste italien cherche vainement à mettre sur pied un poste "populaire" [Isola, G., 1990], quand l'Allemagne nazie y parvient, la France pratique en matière de politique industrielle de la radiodiffusion le laisser-aller le plus complet. En fait, ce qui fait office dans notre pays de poste populaire, c'est sans doute le poste à galène ou le petit poste à lampe auto-construit. Si l'on en croit pourtant les statistiques de déclaration de la redevance, la croissance du nombre de postes est due presque exclusivement à celle du nombre des postes à lampe mais j'ai déjà signalé qu'ils échappaient dans une proportion notable aux statisticiens de la redevance.

En dépit de sa vocation universaliste, la radio ne pénètre donc pas également tous les territoires, elle est d'abord citadine, bourgeoise et nordique.

## Des ressources urbaines

Si les auditeurs étaient urbains, les producteurs et tous ceux qui fournissaient des émissions, des publicités, des pages dans leurs journaux, des primes d'adhésion et des excursions pour les membres de l'association étaient des citadins. Les programmes étaient en effet nourris par des artistes et des conférenciers locaux:

"Si abondantes que soient les ressources intellectuelles et artistiques de notre pays, il faut bien reconnaître qu'elles sont concentrées dans les villes et que pour alimenter tous les jours, pendant plusieurs heures un microphone en émissions de qualité, elles ne sont suffisantes que dans les grandes cités, foyers artistiques et universitaires, ou si l'on veut, elles ne constituent un tout complet que si l'on fait une prospection minutieuse dans toute la région qui avoisine une métropole."<sup>27</sup>

---

<sup>26</sup> 13 juillet 1936

<sup>27</sup> [Guiraud, 1930 #614], pp.39-45.

Les collectivités locales elles-mêmes sont associées au développement des stations et à leur fonctionnement. Leurs membres participent au conseil d'administration des stations publiques ou privées, sont représentés dans les conseil de gérance, attribuent des terrains et des locaux pour l'émetteur et les studios, versent des subventions. Parfois seule la ville dont la station porte le nom verse des subsides mais parfois aussi de petites communes soutiennent le poste ; par exemple Montpellier-Languedoc reçoit des financements de Sète, Agde, Lodève, Frontignan, Paulhan, Clermont-l'Hérault, Cournonterral, Bédarieux et Saint-Pargoire. Les municipalités accordent des facilités pour la diffusion des spectacles donnés dans les théâtres municipaux, et soutiennent la diffusion de foires, fêtes locales et autres manifestations. Radio Strasbourg, ensuite imitée par d'autres stations, organise des comités municipaux de radiodiffusion dans les autres grandes villes de sa circonscription radiophonique, Metz, Verdun, Mulhouse, Besançon, Thionville, Nancy.

Peu à peu se crée l'opposition Paris/Province, qui vient se substituer à l'opposition ville/campagne. Les stations nourrissent leurs programmes des ressources locales des villes, afin de transmettre dans les campagnes loisirs et divertissements urbains. Voilà qu'un nouveau partage va peu à peu organiser la programmation radiophonique, entre le centre et sa périphérie, entre Paris et la Province, cette carence, cette privation de la capitale comme l'explique si justement Alain Corbin<sup>28</sup>.

Les programmes fédéraux, qui procédaient à des échanges d'émissions entre toutes les stations publiques, sont de plus en plus fournis par les postes parisiens. A l'origine les relais, qui étaient aussi appelés émissions fédérales, ne sont pas conçus par le Service de la radiodiffusion comme un outil de centralisation des programmes mais comme une circulation entre les stations régionales, qui s'offrent entre elles des programmes et parfois bouchent ainsi leurs "trous". Au cours des années trente, la part des émissions relayées a tendance à croître, passant de moins d'un dixième de la grille en 1930 à plus des deux tiers à la veille de la guerre. Les retransmissions pures et simples de programmes de Paris-PTT ou de Radio Paris se généralisent. Les stations privées elles-mêmes organisent la retransmission sur des ondes régionales de leurs meilleures émissions (et des patronages qui vont avec).

Les hommes de radio régionale, comme les auditeurs, si l'on en croit le courrier publié dans leurs journaux, apprécient peu cette invasion de

---

<sup>28</sup> [Corbin, 1992]

programmes parisiens<sup>29</sup>. La parisite, comme l'explique la "Minute radiophonique" de *Radio Nord PTT*, c'est une maladie qui tue toute la radio, un gros microbe qui "ne laissent rien pour nous", ce sont des phénomènes parisiens "radio-conférenciers, radio-causeurs, les professeurs, les reporters, les horticulteurs, les doctrinaires lunaires, les épeleurs et les ânoneurs-annonceurs"<sup>30</sup>.

La radio n'est pas un dispositif isolé, il lui faut pour se diffuser des dispositifs d'écoute mais aussi les moyens de les nourrir et de les faire connaître, il lui faut également la capacité de nouer un dialogue avec ceux à qui elle parle, il lui faut enfin un langage commun d'intérêts et de passions. Pendant ses vingt premières années d'existence, c'est dans le cadre de la cité qu'il se développera.

## Bibliographie

ATTALI, Jacques et STOURZE, Yves, 1977. "The slow death of monologue in french society", in *The social impact of telephone*, Cambridge, MIT.

BELTRAN Alain, "Les débuts du réseau électrique dans les villes, 1880-1920", *Recherches sur l'histoire des télécommunications*, 1, novembre, 1986.

BERTHIER, Maurice, *La lutte juridique contre les perturbations radioélectriques en matière de radiodiffusion*, Thèse de droit, Lyon, 1935.

BERTHO, Catherine, 1981. *Télégraphes et téléphones de Valmy au micro-processeur*, Paris, Le Livre de Poche, 558 p.

BRIGGS, Asa, *The History of broadcasting in the United Kingdom*, Oxford University Press, 4 vol.: •1 *The Birth of Broadcasting*, 1961, 425 p. •2: *The Golden Age of Wireless*, 1965, 688 p. 3 • *The War of Words*, 1970, 766 p. •4 *Sound and Vision*, 1979, 1082 p.

BROCHAND, Christian, 1985. *L'influence des auditeurs et des téléspectateurs sur la radio et la télévision en France*, Thèse, Paris VII. publiée in *Histoire générale de la radio-télévision*. Tome 1: 1921-1944. Tome 2: 1944-1974, Paris, La Documentation française, 1994, 692 et 690 p.

---

<sup>29</sup> Mais les Parisiens justifient cette intrusion: "Le Parisien semble être, par essence, un spectateur; le provincial allait devenir, lui, l'Auditeur avec un grand A. On conçoit l'enthousiasme de ce provincial des années 1925 à 1930, de cet homme qui n'est pas encore devenu un nomade, je veux dire un automobiliste et qui, sans avoir à renier ses chères habitudes de réserve, d'individualisme, va pouvoir, tout en continuant à rester chez lui, vivre enfin au rythme du monde." [Clancier, 1956]

<sup>30</sup>*Radio Nord PTT*, n°14, mai 1937, p.11.

CLANCIER Georges Emmanuel, "Province et radiodiffusion", *Cahiers d'études de la radio-télévision*, n°8, 1956, pp. 400-409.

CORBIN, Alain, 1992. "Paris-Province", in Nora, Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire. III Les France, vol. 1, Conflits et partages*, Paris, Gallimard, pp. 776-823.

CREMIEUX-BRILHAC, Jean-Louis et BENSIMON, Georges, 1976. "Les propagandes radiophoniques en France et l'opinion publique de 1940 à 1944", *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier, n°101.

DOUGLAS, Susan J., 1993. "Radioamateurs et radiodiffusion aux Etats-Unis. Vers la radio de l'avenir" *Culture technique*, n°28, pp. 44-65.

IDOUGLAS, Susan J., 1987. *Inventing American Broadcasting, 1899-1922*. Baltimore: John Hopkins University Press.

GUIRAUD Georges-Jean, *Pour un statut démocratique et rationnel de la Radiodiffusion*, Rennes, Imprimerie de l'Ouest-Eclair, 1930, 228 p.

ISOLA, Gianni, 1990. *Abassa la tua radio per favore... Storia dell'ascolto radiofonico nell'Italia fascista*, Florence, La Nuova Italia, 260 p.

JORE, Jacques, *La nouvelle réglementation des perturbations radioélectriques*, Thèse de droit, Paris, 1935.

MARTIN Marc, "Publicité et programmes radiophoniques dans la France d'avant-guerre", Paris, GEHRA - Radio France, 1986.

MASSON, Georges Armand, s.d. *Radio quand tu nous tiens*, Paris, Armand Fleury.

MEADEL, Cécile, *Histoire de la radio des années trente, de l'auditeur au sans-filiste*, Paris: Economica-Anthropos, 1994, 438 p.

Ministère des Finances, 1938. *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 8 mars 1936*, Paris, Imprimerie nationale.

MONTELEONE, Franco, 1992, *Storia della radio e della televisione in Italia. Società, politica, strategie, programmi, 1922-1992*, Venise: Marsilio; 555 p.

ORTOLEVA Peppino, "Il tempo della radio: piccola storia del segnale orario", *Movimento operaio e socialista*, n°9, 1986.

PEGG, Mark, 1983. *Broadcasting and society, 1918-1939*, Londres, Croom Helm, 263 p.

POUZOLS, Bernard, 1987. "De la galène au transistor. Petite histoire des récepteurs de radiodiffusion grand public", *Cahiers d'histoire de la Radiodiffusion*, juillet et octobre, nos 16 et 17, pp. 4-14 et pp. 13-24.



SAUVY, Alfred, 1984. *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, Paris, Economica, 3 vol.

ROUX Alain, *L'évolution du récepteur radiodomestique en France entre 1921 et 1931*, Thèse, Paris, EHESS, 1980.

SAVOURNIN, L, *La guerre aux parasites.*, Paris, 1930.

VEILLE Roger, *La radio et les hommes*, Paris, éd. de Minuit, 1952, 236 p.